



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MOSELLE

Préfecture
Direction des Libertés Publiques

ARRÊTÉ

N° 2014-DLP/BUPE- 264 du 05 SEP. 2014

mettant en demeure la société CRISTYL de notifier la mise à l'arrêt définitif de ses installations situées sur le territoire de la commune de LEMBERG et autorisées par l'arrêté préfectoral n°94-AG/2-19 du 14 janvier 1994, conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DANS L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'environnement et notamment son titre 1er des parties réglementaire et législative du Livre V ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté n° DCTAJ-2014-A- 12 du 11 avril 2014 portant délégation de signature en faveur de M. Alain CARTON, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R511-9 du Code de l'environnement;

VU l'arrêté n° 94-AG/2-19 du 14 janvier 1994 autorisant la société CRISTYL à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées sur le territoire de la commune de LEMBERG ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 1^{er} septembre 2014 ;

CONSIDERANT que la société CRISTYL n'a pas notifié la mise à l'arrêt définitif des installations autorisées par l'arrêté préfectoral n° 94-AG/2-19 du 14 janvier 1994, conformément à l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'en cas de constatation de non respect des conditions imposées à un exploitant, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ses obligations en application de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle,

ARRETE

Article 1er:

La société CRISTYL, dont le siège social est situé Route de Sarreguemines à LEMBERG, est mise en demeure :

- dans un délai de deux semaines à compter de la notification du présent arrêté :
 - notifier la mise à l'arrêt définitif des installations autorisées par l'arrêté préfectoral n° 94-AG/2-19 du 14 janvier 1994, en application du I de l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement,
 - d'indiquer, en application du II de l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement, les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :
 - 1° l'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site ;
 - 2° des interdictions ou limitations d'accès au site ;
 - 3° la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
 - 4° la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
- dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté,
 - de placer, en application du III de l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement, le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.

Article 2 : En cas de non respect du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, des mesures et sanctions administratives pourront être prises conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Article 3 : En vertu des dispositions du décret n°2010-1701 du 30 décembre 2010, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, le Sous-Préfet de SARREGUEMINES, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de LEMBERG, où est implantée la société.

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Alain CARTON